

<http://www.pierrealainmillet.fr/Pour-la-transparence-du-nucleaire>



# Pour la transparence du nucléaire, des moyens pour le service public de contrôle !

- Délibérations - Conseil métropolitain du Grand Lyon -

Date de mise en ligne : mardi 22 mars 2016

---

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

---

*Finalem<sup>ent</sup>, à 11h du soir passé, j'ai fait une intervention raccourcie et le voeu n'a pas été mis au vote, le président Collomb ne gardant que la décision que la collectivité soit représentée. Mais les éléments préparés pour l'intervention complète restent utiles à faire connaître.*

---

Le voeu proposé par le groupe EELV se conclut sur une demande que nous avons déjà soutenue et que nous partageons, demande que notre collectivité soit représentée dans la commission locale d'information de la centrale du Bugey.

Mais nous ne voterons pourtant pas ce voeu qui derrière cette demande naturelle, relaie des campagnes mensongères sur la situation de sûreté des installations nucléaires, dont des campagnes d'intérêts étrangers contre la politique énergétique Française.

La première raison concerne l'instrumentalisation du président de l'Autorité de Sûreté Nucléaire, Pierre-Franck Chevet, au profit d'un discours anti-nucléaire, lui dont le travail porte au contraire sur la sûreté des installations nucléaires. Dans ses déclarations récentes, il insiste sur l'importance des moyens de cette Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) pour prévenir les risques, demande à l'état les 170 postes manquants à l'ASN et l'IRSN [1] pour pouvoir assumer sa responsabilité d'autoriser ou pas l'exploitation d'une centrale.

Son rôle le conduit à se placer naturellement dans l'hypothèse de l'accident pour l'empêcher et en prévenir les conséquences. Je le cite : Il faut imaginer qu'un accident de type Fukushima puisse survenir en Europe. Je ne sais pas donner la probabilité et on fait un maximum pour éviter que ça arrive, mais malgré tout, on pose le principe que ça peut arriver

Mais s'il serait irresponsable que le président de l'ASN ne prenne pas en compte l'hypothèse de l'accident, il est tout aussi irresponsable d'utiliser toute analyse de risque pour rejeter le nucléaire par lui-même. C'est méconnaître ce qu'est un risque et ne pas tenir compte qu'en termes d'impact, c'est à dire de probabilité et d'amplitude, les premiers risques qui devraient nous inquiéter restent ceux de l'industrie chimique et du transport automobile, dont personne ne propose de « sortir ».

D'ailleurs, quand on parle de risques, il faut répéter qu'un tsunami comme celui de Fukushima peut se produire dans des centaines de sites sur la planète sans aucune installation nucléaire où ils feraient des dizaines de milliers de morts. Alors que l'accident nucléaire de Fukushima a généré 1700 morts indirects selon le site anti-nucléaire planete-info, ce que dément d'ailleurs l'ASN, comme l'IRSN qui rappellent qu'il n'y a eu aucun mort direct. Autrement dit, il vaut mieux vivre à côté d'une centrale nucléaire même du point de vue des risques dénoncés par les anti-nucléaires, que sur une baie maritime susceptible d'être frappée par un tsunami.

Revenons à l'ASN. Cette autorité indépendante prend ses responsabilités en 2012 en se prononçant pour la prolongation de dix ans des deux réacteurs de Fessenheim sous réserve d'améliorations de sûreté. C'est l'ASN qui a alerté sur les défauts de la cuve de Flamanville, et c'est l'ASN qui décidera si ces problèmes ont été résolus. De fait, ce n'est ni le gouvernement, ni EDF qui décide si une centrale peut être exploitée, c'est l'ASN ! Son rapport annuel 2014, souligne « qu'aucun événement significatif n'a conduit à une dégradation de la sûreté des réacteurs ». Mais il alertait sur le décalage entre la montée d'enjeux cruciaux pour la sûreté nucléaire et les moyens jugés insuffisants de l'ASN et de l'IRSN pour y faire face sans ralentir les opérations ainsi que la santé financière des exploitants.

Bref, l'ASN joue tout son rôle pour garantir le fonctionnement le plus sûr des installations nucléaires, quitte à bousculer EDF et les constructeurs. C'est un atout pour la sûreté nucléaire.

Mais les difficultés économiques de EDF et AREVA inquiètent évidemment tout le monde. Au moment d'une transition technologique et dans le contexte de l'urgence climatique, le nucléaire aurait besoin de long terme et d'une politique publique clairement centrée sur la réponse aux besoins et la protection des risques. Or, la guerre des énergies et la privatisation bouscule le système énergétique Français. Pire, au lieu d'assurer la mission de service public, EDF a été orientée sur les marchés mondialisés non pas pour le développement de coopérations mutuellement avantageuses, mais pour tenter d'être un acteur de ce capitalisme mondialisé qui joue en permanence au (re)partage du monde. Tant que continuera ce monopoly financier qui défait EDF, AREVA, ALSTOM, SCHNEIDER et tous les bijoux industriels de la France au service d'intérêts oligarchiques, ni la sûreté nucléaire, ni la sûreté des installations classées en général ne seront assurées.

J'ai eu l'occasion de discuter avec un ingénieur béton à la retraite qui avait travaillé dans une équipe de plusieurs dizaines d'ingénieurs, spécialisée dans le béton pour le nucléaire au sein de l'entreprise publique EDF. Cette équipe n'existe plus, et l'expertise nécessaire est supposée être chez les constructeurs, dans le cas de Flamanville, Bouygues. Voilà où sont les difficultés d'EDF et d'AREVA, et voilà où sont les risques pour les usagers, pour notre collectivité. C'est d'ailleurs le président sortant de l'IRSN qui déclare « La France doit repenser sa stratégie nucléaire », proposant de privilégier les centrales de moyenne puissance sur les très grosses, du point de vue justement des conditions économiques de la maîtrise des risques.

C'est d'un tel débat dont les Français ont besoin, sur les conditions de la maîtrise du nucléaire, car seul un grand service public maîtrisant une filière technologique nationale, et une autorité de contrôle indépendante peuvent garantir la sûreté de toutes les activités, y compris d'ailleurs celles de démantèlement et de gestion des déchets !

C'est pourquoi la guerre diplomatique des gouvernements allemands, luxembourgeois et suisses n'est pas acceptable. D'autant plus quand on sait que la Suisse a la plus vieille centrale nucléaire en fonctionnement à Beznau, 10 ans de plus que Fessenheim et d'une technologie bien plus problématique. D'autant plus quand on sait qu'elle nous achète de l'électricité nucléaire à bas prix la nuit pour la stocker dans ses barrages, et la revendre au prix fort en heures pleines aux italiens. Oui, il s'agit bien d'une guerre économique quand on sait qu'il faut accepter partout en Europe la production éolienne et solaire allemande prioritaire pour assurer l'équilibre technique du réseau, mais aussi l'équilibre économique de l'électricité allemande, afin de limiter l'impact très douloureux de l'arrêt du nucléaire pour les factures des allemands. Et comment le vrai débat environnemental sur l'énergie peut-il se taire sur l'immense mine à ciel ouvert de lignite de Garzweiler, plus de 100 km<sup>2</sup>, à quelques kilomètres de Cologne qui est un des grands contributeurs à la pollution de l'air jusqu'à Paris par vent du Nord ?

Non, s'il faut un voeu pour une décision consensuelle sur la transparence du nucléaire, nous y sommes prêts, dans le même esprit que nous votons pour les PPRT, mais nous ne participerons pas aux campagnes des lobbys industriels de l'énergie allemande, et nous proposons au maire de Genève à Mme Lepage de traduire en justice le gouvernement suisse pour exiger la fermeture de la centrale suisse de Beznau, la plus vieille centrale européenne !

---

[1] Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire